



# Analyse de textes comparés

**Durée : 3 heures**

*Candidats bénéficiant de la mesure « Tiers-temps » :  
4h00*



## **CONSIGNES - Durée : 3 heures**

**L'analyse de textes comparés consiste à identifier une problématique commune à plusieurs textes, pour y répondre dans un développement structuré rendant compte de tous les textes et des relations qu'ils entretiennent.**

### **Recommandations :**

1. Vous devez donner à votre devoir un titre qui prendra la forme d'une question, faisant apparaître le thème du dossier et le problème commun aux documents.
2. Vous devez adopter un point de vue neutre et objectif : ne pas ajouter d'éléments extérieurs au dossier, ne pas prendre position.
3. Votre devoir ne devra pas excéder la taille d'une copie d'examen, soit un peu plus de trois pages. Les dépassements seront toutefois tolérés s'ils se justifient par une qualité exceptionnelle.
4. Vous devez accorder le plus grand soin à la qualité de l'expression (orthographe, grammaire, syntaxe, ponctuation...), qui fera l'objet d'une attention particulière de la part des correcteurs.



## Texte n° 1

*Tout plaquer pour vivre dix ans d'aventure écoresponsable sur une île bretonne : Soizic et David ont osé. Ils doivent aujourd'hui revenir sur terre. Bilan.*

Temps calme, mer belle, David quitte le port du Conquet, direction sa ferme, à trente minutes du continent, sur l'île de Kemenez (ou Quéménès), caillou fiché dans l'archipel de Molène en mer d'Iroise, d'une beauté folle et redoutable. Main gauche sur la barre du « C'hrommig », son bateau en aluminium de sept mètres, main droite agrippée au portable : « Allô bonjour, c'est David Kemenez ! Je voudrais cinq ou six gros lieux, il y en a ? Merci Jeannette ! » On a bien entendu : il ne dit pas « David « de » Kemenez », mais « David Kemenez » d'un seul trait, à croire que l'île a envoûté ce jeune quadra ou que son aventure inédite et unique en France l'en a rendu indissociable.

Elle a commencé il y a dix ans, elle a fait rêver les lecteurs de « Time » et les fans de « Thalassa », elle se termine à la fin de l'année. Kemenez : 1,3 kilomètre de long sur 300 mètres de large, une sérénité divine, la mer turquoise entre deux coups de chien, quelques mégalithes immémoriaux mangés de lichens, des millions de galets sur des plages ourlées de champs d'algues, des roches pailletées de silice ; des centaines de sternes, grands gravelots, huîtres pies, goélands, mouettes et cormorans, des phoques et des dauphins, des nuits noires piquetées d'étoiles et d'éclats de phare ; des landes âpres, des pelouses maritimes moelleuses mais interdites (car protégées), pas un arbre... La possibilité d'une vie sur l'île ? Envisageable. Grâce à quelques milliers de pommes de terre, une trentaine de moutons, une vingtaine de poules, oies et canards, deux cochons qui grouinent quand on les quitte... Une expérience tentée par quatre âmes, David, Soizic, et leurs enfants, Chloé et Jules.

Sont-ils complètement à l'ouest, pour s'être exilés sur ce confetti ? Flash-back. Ils sont urbains, jeunes mariés de 32 et 26 ans quand ils décident de s'improviser îliens et agriculteurs. Lui est titulaire d'un bac agricole et d'une maîtrise de géomorphologie, elle d'un diplôme de valorisation des produits de la mer. Mais David, né à Paris, s'ennuie à Brest dans son magasin de plongée et rêve de revenir à la terre, le métier de ses grands-parents. Soizic, née à Dunkerque, anime à mi-temps des classes de mer. « On avait envie de construire quelque chose ensemble », précise-t-elle. En 2006, l'appel à projet du Conservatoire du littoral, nouveau propriétaire de Kemenez (habité et exploitée jusque dans les années 1990), tombe à pic. L'île doit devenir un laboratoire de revalorisation insulaire. Le pari consiste à développer une activité rentable, tout en préservant le patrimoine naturel et architectural grâce à une exploitation agricole à petite échelle. Élevage et culture contre l'enfrichement, chambres d'hôte pour la découverte pédagogique, autonomie énergétique avec l'installation de panneaux solaires et d'une éolienne, autosuffisance en eau par récupération des eaux de pluie. Entre l'acquisition de l'île, la réhabilitation des bâtiments et le volet énergétique, le coût du projet pour le Conservatoire s'élève à plus de 1 million d'euros. « On a décidé de vivre de la culture bio de pommes de terre, de l'élevage de moutons et du tourisme... et on a foncé. Notre désir d'essayer l'a emporté sur la crainte de nous enterrer », confie Soizic. Leur projet adopté, le couple emprunte 60 000 € pour acheter du matériel agricole et un bateau.

Quelques mois plus tard, les voici sur l'île. Leur première année est dantesque : la restauration des anciens bâtiments traîne, il n'y a ni eau, ni électricité. (...) Il fallait trouver des solutions fissa pour chaque problème. « On nous voit souvent comme des Robinsons modernes. C'est faux, martèle Soizic. Nous avons choisi – pas subi – notre vie. » (...) Bosseurs et costauds, réalistes et responsables, David et Soizic ont affronté les écueils et les tempêtes – en 2015, la récolte de pommes de terre et la pâture des moutons, dévastées par des milliers de lapins, ont réduit de moitié leurs revenus.

« Seuls et coupés du monde ? On ne l'a jamais été vraiment, précise Soizic. On s'informe via internet, on échange les vêtements, livres, jouets, on vend notre production sur notre boutique en ligne. Toutes les deux ou trois semaines, on va livrer nos patates et se ravitailler en produits frais chez de petits



producteurs de Molène ou du Conquet (et même chez Métro à Brest). Le courrier, on va le chercher chaque semaine à la poste de Molène. D'avril à novembre, nos chambres ne désemplissent pas. Nous recevons 400 personnes par an, et on partage nos expériences autour des repas. Je ne crois pas qu'on aurait rencontré et échangé avec autant de gens différents – diplomate, fonctionnaire, géomètre, motard... – sur le continent. Les premiers hivers, nous sommes restés sur l'île, seuls, puis avec les enfants. Depuis deux ans, nous les passons dans notre maison de Ploumoguier, sur le continent, où Chloé et Jules sont scolarisés. » (...) « L'île n'a rien changé à notre désir de créer une famille. On a juste attendu d'avoir une situation et une maison plus confortables, explique David. En cas de pépin ? L'hélico est là en moins de quinze minutes. » (...)

La culture des champs, le soin des bêtes, les casse-tête administratifs, l'accueil des touristes, les promenades et les devoirs des enfants, le surf et le paddle (bonheurs trop rares), Soizic les décrit avec un humour cinglant. Tout comme le débarquement éclair et surréaliste de Nathalie Kosciusko-Morizet et de Rachida Dati sur l'île, avec garde du corps à oreillettes, et en mal de confidences, ou le violent coup de soleil attrapé par la truie Bergamote pour avoir passé une journée à gambader sur les galets. Mais le compte à rebours sur le caillou a commencé. La famille Cuisnier, refusant une augmentation de la redevance d'occupation qui aurait mis l'équilibre économique de l'exploitation en péril, n'a pas trouvé d'accord avec le Conservatoire du littoral pour reconduire la convention. Les chambres d'hôte fermeront fin octobre, la famille aura Kemenez pour elle seule jusqu'au 31 décembre « Quand on rendra les clés, on aura les boules, admet David. Mais on a toujours su qu'on devrait partir un jour. » Direction Ploumoguier, avec un nouveau projet : la culture d'algues de rives sur une concession de 4 hectares louée au domaine maritime, au nord de Kemenez. (...) « À Kemenez, nous avons montré qu'il était possible, en Bretagne, de gagner sa vie dans l'agriculture avec une petite surface, et des produits valorisés et respectueux de l'environnement. On va continuer. » Bon vent !

Béatrice BRASSEUR, « La possibilité d'une île », *Elle* n°3747, 13 octobre 2017.

## Texte n° 2

Cette prise d'autonomie de l'individu dans les rapports au travail amène Alain Ehrenberg (1998) à s'interroger : « Sommes-nous entrés dans une ère de la responsabilité de soi ? La libre disposition de soi est encouragée, il faut se penser comme une entreprise libérale. » La norme devient la mobilité, la construction de sa biographie. En conséquence, les laissés pour compte, ceux qui sont « en flottaison dans la structure sociale » (Castel, 1995) sont rendus responsables de leur situation, ils n'ont pas su faire le bon choix au bon moment, et surtout ils ne se sont pas montrés entrepreneurs et motivés. La responsabilité de l'échec est renvoyée d'emblée aux individus eux-mêmes. Dans ce contexte social, l'accès à la formation continue et la création de son emploi sont préconisés comme des solutions. Les politiques de l'emploi justifient leurs actions sur de tels présupposés. Ainsi, les nouveaux dispositifs visant à réguler la crise de l'emploi incitent à entrer en formation continue (avec les lois sur la formation continue, la Validation d'Acquis Professionnel (1992), la Validation d'Acquis d'Expérience (2002), les lois votées autour de la création d'entreprise, les cours dispensés par les organismes formateurs, le succès des coachs).

Le changement, fortement valorisé, est une valeur prégnante des sociétés modernes. La reconversion professionnelle volontaire devient une expérience valorisée parce qu'elle porte en germe la possibilité de refaire, de recommencer. Recommencer son insertion professionnelle, reconstruire un nouveau couple, recomposer son identité deviennent des entreprises plus ordinaires. La reconversion professionnelle volontaire qui se présente comme une expérience *a priori* purement subjective et interindividuelle reflète également une injonction sociale, visible à travers le corpus notamment de journaux spécialisés autour de l'emploi et de la création d'entreprise. Cependant, cette expérience de la reconversion professionnelle



volontaire se charge d'une double ambiguïté. Profondément individuelle, elle est subjectivement appréhendée par l'individu et ne peut être légitime à ses yeux que si elle est authentique, or comment faire preuve d'authenticité dans un monde au sein duquel tout est éphémère ?

Là se situe la première ambiguïté, s'y ajoute une deuxième : l'expérience de la reconversion professionnelle volontaire est à la fois individuelle et sociale. Individuelle parce que propre à l'individu, elle reste une démarche volontaire dont il est le seul initiateur. Mais aussi elle est une expérience sociale, la société valorisant le changement en le plaçant au centre des questions sur l'emploi et la formation. Ainsi récupérant des pratiques d'individus à des fins politiques, les pouvoirs publics font de la reconversion professionnelle volontaire un enjeu, où la « vocation de soi » est érigée en diktat, pouvant espérer apporter des résolutions individuelles à des problèmes sociaux, notamment ceux de l'emploi.

Si la société actuelle est davantage une « société d'individus » selon Norbert Elias, si elle met en avant tout autant l'affirmation des identités individuelles que l'appartenance collective, l'analyse de la reconversion professionnelle volontaire offre un indicateur important des transformations sociales des rapports entre « individu et société ».

Pour saisir ces changements, nous avons surtout écouté les individus qui ont mis en œuvre une telle reconversion. Ce terme « volontaire » désigne que la reconversion émane de l'individu et qu'elle ne lui est pas imposée. Dans cette démarche engagée par l'individu, dans ce processus de reconversion, nous distinguons cinq étapes : la vocation contrée, le désengagement, la latence, la bifurcation, le réengagement. Toutes les personnes engagées dans une telle reconversion volontaire passent par ce processus, par un travail de subjectivation en relation avec autrui.

Catherine NÉGRONI, *Reconversion professionnelle volontaire*, Paris, Armand Colin, 2007

### Texte n° 3

Robert, 42 ans, responsable des ressources humaines dans un grand groupe du BTP ; Olivia, 26 ans, animatrice dans une association d'éducation à l'environnement ; Boris, 35 ans, coursier à vélo ; Murielle, 41 ans, adjointe de direction dans un institut technique agricole. Rien de commun en apparence entre ces quatre personnes aux parcours professionnels, histoires personnelles ou situations familiales très différents. Rien, sinon le fait que, bien que n'étant pas issus du milieu agricole, ils ont un jour suivi le fil d'une idée qui a fini par s'imposer à eux : ils souhaitent « devenir paysans ». Et ils le sont effectivement devenus.

Mais qui sont ces personnes à la situation parfois bien établie qui s'engagent dans l'aventure d'un « aller à la terre », rarement sans embûches ? Que cherchent-ils ? Que fuient-ils ? À quoi rêvent-ils ? On connaît au demeurant peu de choses sur la sociologie de ces paysans et paysannes qui représentent pourtant chaque année plus de 30% des nouveaux installés et qui pourraient constituer le tiers du total des agriculteurs français en 2020. Autant le « retour à la terre » a pu représenter, dans les années 1970, un acte transgressif radical susceptible d'éveiller l'intérêt des chercheurs, autant le mouvement engagé depuis plusieurs décennies par celles et ceux qui choisissent ce métier sans en être issus a tout d'une « révolution silencieuse » ; silencieuse surtout par le peu d'écho qu'elle suscite. Discrète, à l'image aussi des motivations de ces nouveaux agriculteurs, plus personnelles et « intimes » (changer sa vie) que celles de leurs aînés néo-ruraux qui revendiquaient parfois un changement plus radical (changer la vie). Feutrée peut-être également, comme les qualités de discrétion et d'humilité requises pour intégrer un milieu professionnel où « faire ses preuves » est une valeur cardinale.

Dans le jargon administratif, ces nouveaux agriculteurs sont aujourd'hui désignés comme des « non issus



du milieu agricole » et tous sont des « hors-cadre familial », appellations qui témoignent du bouleversement que représente leur entrée dans un monde traditionnellement marqué par un renouvellement endogène et filial. Le peu d'études statistiques qui s'intéressent à ces nouveaux paysans nous apprennent qu'ils sont pour un tiers d'entre eux des femmes, qu'ils ont eu une vie professionnelle antérieure parfois longue et qu'ils deviennent plus fréquemment maraîchers, éleveurs bovins ou arboriculteurs que safraniers ou éleveurs de chèvres Angora. Et pour tordre le cou à d'autres clichés tenaces qui leur sont associés, s'ils rencontrent, il est vrai, des difficultés redoublées par leur « origine exogène » – pour accéder au foncier notamment – les données montrent que neuf sur dix d'entre eux sont toujours en activité dix ans après leur installation. (...). Divers par leurs origines, leur âge et leurs styles de vie notamment, ils partagent des aspirations communes : celles d'une prise ou reprise en main de leur propre vie, d'une mise en cohérence de leurs valeurs et de leurs actes et, pour ce qui concerne leurs activités productives et commerciales, un choix affirmé pour l'agriculture biologique et les circuits courts.

Bien que leur accueil dans les campagnes soit encore souvent assez froid, les plus avisés au sein du monde agricole reconnaissent le rôle essentiel de ces nouveaux actifs qui viennent renforcer et renouveler en profondeur une profession à la démographie en berne. Alors qu'ils étaient encore 700 000 au début des années 1990, les chefs d'exploitation ne sont ainsi plus que 469 000 en 2006, soit une baisse de 33 % en une vingtaine d'années, les arrivées ne compensant pas – tant s'en faut – les départs. La « république agricole », si elle n'a pas perdu toute sa puissance, ne représente en tout cas plus que 3 % de la population active française (contre encore 27% en 1954). À l'heure où la relocalisation de la production est plébiscitée de tous bords et où des objectifs ambitieux sont assignés au monde agricole en matière de production biologique – qui nécessite plus de main d'œuvre à l'hectare –, le choix de la profession agricole par un nombre croissant d'actifs devient un enjeu sociétal et une urgence vitale – même pour ceux qui se satisfont, voire promeuvent un modèle d'agriculture duale (une agriculture industrielle coexistant avec une agriculture de niche ou d'entretien de l'espace rural). Mais après des décennies, voire des siècles de stigmatisation, rendre le métier de paysan désirable est un véritable challenge...

*Devenir paysan. Reconversions professionnelles vers l'agriculture,*  
Marseille, Le Champ des possibles, 2016.

#### Texte n° 4

Le passage d'une situation professionnelle à une autre occasionne toujours des modifications ressenties de façon plus ou moins intense par les protagonistes : métier plus ou moins différent, nouvelle organisation du travail, environnement professionnel distinct, etc. Plutôt que s'intéresser à une population qui désigne son parcours en termes de « rupture » ou de « reconversion », sous peine de construire à nouveau une catégorie « fourre-tout », il s'avère préférable d'élaborer une population plus restreinte et homogène en croisant plusieurs critères et d'objectiver ainsi les ruptures professionnelles sans se préoccuper *a priori* de la perception des enquêtés. Les ruptures professionnelles que nous appellerons aussi « bifurcations<sup>1</sup> » ou « réorientations professionnelles » doivent remplir trois conditions :

- Un changement radical de métier et de domaine professionnel : la rupture professionnelle ne désigne pas n'importe quel changement survenu dans le parcours d'un individu. Elle ne concerne ni la mobilité à l'intérieur d'une même entreprise (changement de fonction), ni le changement d'entreprise ou de

1 - M. Grossetti définit la bifurcation comme « un processus dans lequel une séquence d'action comportant une part d'imprévisibilité produit des irréversibilités qui concernent des séquences ultérieures » (M. Grossetti, « Imprévisibilités et irréversibilités : les composantes des bifurcations », in M. Bessin, C. Bidart, M. Grossetti (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, « Recherches », 2010).



secteur. Il doit y avoir changement de profession<sup>2</sup> et de domaine professionnel<sup>3</sup> dans le sens où de nouvelles compétences sont exigées. Ajoutons qu'elle correspond à un déplacement transversal sur un même plan (le nouvel équilibre entre capital économique et capital culturel permet de conserver une place équivalente dans l'espace social) ou sur des plans différents. Dans ce dernier cas, les acteurs peuvent emprunter des trajectoires transversales déclinantes ou ascendantes selon qu'il y a gain ou perte de volume global de capital.

- Un changement effectif : il ne s'agit pas de travailler sur les projets, les ambitions ou les rêves des acteurs mais sur les actions réalisées. C'est pourquoi toute personne à la recherche d'un autre emploi ou en cours de formation est exclue de notre corpus. Toute rupture non avérée reste incertaine.
- Une ancienneté minimale dans le métier initial : la durée, paramètre défini de manière arbitraire, vise à exclure de l'échantillon les trajectoires d'insertion sur le marché du travail des jeunes, ou plus trivialement les « petits boulots » que certains individus (et plus particulièrement les jeunes) accomplissent de manière temporaire avant de trouver un emploi correspondant ou non à leur formation.

Les ruptures professionnelles constituent un objet de recherche particulier en ce qu'il ne se centre ni sur un groupe social spécifique ou une institution (les ouvriers, l'école primaire, etc.) ni sur une pratique singulière (culturelle, professionnelle, sportive), mais sur une situation commune (avoir changé de métier). Les enquêtés, d'origine sociale, de sexe, d'âge et de statut matrimonial variés, n'exercent pas la même profession et n'ont pas d'activité commune. Ils ne se connaissent pas et ne peuvent être reliés d'aucune façon les uns aux autres. Ils ne font pas partie du même monde social<sup>4</sup>, mais partagent une même catégorie de situation<sup>5</sup>. C'est donc le parcours professionnel lui-même – une trajectoire professionnelle « rompue » – qui constitue un objet de recherche cohérent.

Sophie DENAVE, *Reconstruire sa vie professionnelle. Sociologie des bifurcations biographiques*, Paris, PUF, 2015.

## Texte n° 5

### Qu'est-ce que la VAE ?

#### Définition

La mise en place de la validation des acquis de l'expérience, ou VAE, date officiellement de la loi de modernisation sociale de janvier 2002. Il s'agit d'un droit individuel désormais inscrit au code du travail et au code de l'éducation.

« Toute personne engagée dans la vie active est en droit de faire valider les acquis de son expérience, notamment professionnelle, en vue de l'acquisition d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification [...] enregistré au Répertoire national des certifications professionnelles. »

2 - Les acteurs ne doivent pas exercer une profession proche dans le sens où les savoirs et savoir-faire du cœur de métier seraient similaires. Un enseignant qui devient formateur ne sera pas considéré en rupture professionnelle.

3 - La notion de domaine professionnel croise l'unité économique et l'activité professionnelle. Pour être plus précis, on utilisera la définition de domaine professionnel proposée dans le ROME (Répertoire opérationnel des métiers et des emplois) : « Les domaines professionnels de la nomenclature renvoient soit à une fonction (vente, entretien-maintenance...), soit à un type dominant d'organisation du travail et de technologies mises en œuvre (emplois/métiers des industries de process, par exemple), soit à un secteur d'activités (hôtellerie, mécanique, bâtiment...).

4 - A. Strauss utilise la notion de monde social pour mettre l'accent sur le partage d'une activité et sur son inscription dans des lieux et des pratiques qui assurent ensemble la cohérence du monde (A. Strauss, *La Trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionniste* (textes réunis et présentés par Isabelle Baszanger), Paris, L'Harmattan, 1992, p. 271-273.

5 - D. Bertaux, *Les Récits de vie*, Paris, Nathan, « 128 », 1997, p. 15.



### **Acquis « de l'expérience » ?**

L'expérience professionnelle que l'on souhaite voir reconnue doit avoir été acquise durant au moins trois ans, et ce, quel que soit le statut sous lequel elle a été exercée : salarié, non salarié (travailleur indépendant, artisan, commerçant, exploitant agricole, etc.) ou même bénévole ou volontaire. Par exemple, une personne ayant exercé pendant dix ans la fonction de trésorière d'une association ayant une comptabilité importante (emploi de salariés, budget important) pourra prétendre à une VAE pour un diplôme de comptabilité.

La notion d'expérience ne doit pas être confondue avec celle d'ancienneté : la VAE reconnaîtra des compétences que vous avez acquises et qui vont vous permettre de prétendre à un diplôme que vous ne possédiez pas au départ mais qui valide des compétences que vous avez acquises au fil de l'expérience. Une mission ou un projet au long cours à réaliser, une fonction que votre supérieur vous a déléguée, toutes ces situations sont propices à accueillir de nouvelles compétences, savoir-faire et connaissances qui vous permettent de vous engager dans une démarche de VAE.

Les trois ans d'expérience nécessaires pour s'engager dans une validation peuvent avoir été acquis à temps plein ou partiel, sur une période continue ou non, ainsi qu'à l'étranger. L'essentiel est d'être en mesure de prouver que vous possédez bien l'expérience en question.

Seuls les diplômes ou titres à finalité professionnelle peuvent être obtenus par la VAE. Aussi, bien que les titres concernés aillent du CAP à l'enseignement supérieur, le baccalauréat général ne peut pas être obtenu par VAE puisqu'il n'a comme finalité que la poursuite d'études.

La VAE devient une voie d'accès au diplôme à part entière et à égalité avec la formation initiale, l'apprentissage et la formation continue. Pour un même diplôme, aucune distinction ne peut d'ailleurs être faite par rapport à la façon dont le diplôme a été acquis. De plus, tout nouveau diplôme créé doit désormais prévoir dans le descriptif de ses programmes les modalités d'accès par le biais de la VAE.

### **Qui est concerné ?**

Toute personne engagée dans la vie active depuis au moins trois ans et qui justifie avoir acquis les compétences nécessaires à l'obtention du diplôme ou du titre depuis trois années, peut prétendre à la VAE : salariés (quel que soit leur contrat, CDI, CDD ou intérimaires), non-salariés, demandeurs d'emploi (indemnisés ou non), fonctionnaires, bénévoles et volontaires.

[...]

### **À quoi sert la VAE ?**

La VAE s'inscrit pleinement dans la logique d'un parcours de reconversion professionnelle. En obtenant tout ou partie d'un diplôme qui correspond à votre expérience et à votre qualification, vous allez pouvoir :

- évoluer dans votre emploi
- préserver votre employabilité
- vous diriger vers une nouvelle profession
- préparer des concours requérant la possession d'un diplôme.

Face à la flexibilité, voire à la précarité actuelle des situations d'emplois, la nécessité est grande de maintenir son employabilité en faisant preuve d'initiative et de facultés d'adaptation et ce, que l'on soit ou non salarié. Or il existe souvent de nombreuses disparités entre un contrat de travail, tel qu'il a été rédigé au moment de l'embauche, et les missions réelles d'un salarié possédant cinq, dix, quinze ans d'expérience et qui, de ce fait, a acquis des savoir-faire bien plus nombreux et complexes que ceux mentionnés sur sa seule fiche de poste (par exemple, des fonctions d'encadrement).

[...]

Christelle CAPO-CHICHI, Fatiha TEMMOURI, *Le grand livre de la reconversion professionnelle*, Vocatis, 2011





## Texte n° 6

**Leurs parents portaient élever des chèvres dans le Larzac. Les cadres d'aujourd'hui quittent leur entreprise pour ouvrir des maisons d'hôte. Crise de l'âge adulte ou choix rationnel ?**

Pour dissuader ses lycéens de faire les Beaux-Arts, l'École du cirque ou un DEUG d'arts du spectacle, un proviseur avait coutume de leur raconter cette histoire: «J'avais deux copains. Ils adoraient tous les deux la montagne. Chaque week-end, ils partaient ensemble en randonnée dans les Alpes. Le bac en poche, le premier d'entre eux choisit d'en faire son métier. Il devint guide de haute montagne. Aujourd'hui, il gagne difficilement le SMIC. Les randonneurs sont rares, et souvent médiocres. À mi-parcours, il doit souvent faire demi-tour. Les sommets, il ne les voit jamais. À 40 ans, il est usé. Mon second copain fit des études de commerce. Il est devenu directeur financier dans une grande entreprise. Chaque vendredi, il s'envole vers les plus beaux sommets d'Europe. Il s'offre les meilleurs guides, gravit les montagnes, s'éclate... Lequel des deux assouvit le mieux sa passion?» Grâce à cette anecdote, le proviseur s'enorgueillissait de n'envoyer aucun bachelier vers des filières bouchées.

Seulement voilà: depuis trois ans, le proviseur a perdu son bagout. Car l'histoire a pris un tour inattendu. Le directeur financier, sans doute moins heureux qu'il l'affichait, a tout plaqué: son job, son entreprise, sa vie parisienne et son appartement cossu. Il a ouvert un gîte de randonneurs en Haute-Savoie... Ses enfants l'ont traité de fou. Lui se déclare enfin «en phase» avec lui-même.

Ce cas n'est pas isolé. Il suffit de se promener dans une campagne française pour prendre la mesure du phénomène. Des panneaux «chambres d'hôte» ont fleuri partout le long des routes. En vingt ans, leur nombre est passé de 4500 à plus de 30000, selon la direction du Tourisme du ministère de l'Emploi, qui ne recense que les maisons d'hôte labellisées par les principales organisations (Gîtes de France, Clévacances, etc.). Et chaque année, 2500 Français créent un gîte rural, une aventure pourtant risquée.

**La fin des parcours linéaires**

Plus qu'à un changement de métier, c'est à un changement de vie auquel aspirent ces individus. Citadins pour la plupart, ils ont entre 30 et 50 ans, avec une tendance au rajeunissement; ils sont «installés» sur le plan professionnel, en couple ou divorcés. Ils se disent prêts à quitter travail et confort, à s'éloigner de leurs amis, à «gagner moins pour vivre mieux». Une fois leur projet abouti, ils parlent de liberté, d'harmonie, de renaissance. En kiosques depuis le 1er mars, le magazine *Changer tout* résume l'ambition de leur reconversion. «Nous avons l'intention d'appeler ce journal **Changer de vie**, révèle sa fondatrice, Marie de la Forest. Mais au dernier moment, nous nous sommes rendu compte que ce titre était déjà déposé par Arthur, le producteur de télévision.» L'anecdote est révélatrice. Le changement personnel, valorisé depuis une trentaine d'années, serait-il devenu une incantation collective?

Pour la sociologue Catherine Négroni, auteur de *Reconversion professionnelle volontaire*, ce mouvement est à la fois individuel et social. Certes, l'individu, actif et volontaire, est le seul initiateur de sa reconversion. Mais la société, en érigeant en *diktat* le changement et la «vocation de soi», en fait une expérience sociale. Ce phénomène, poursuit la sociologue, résulte à la fois de la crise de l'emploi, qui encourage chacun à être plus mobile, et d'un bouleversement des valeurs qui cimentent la société: «Jusqu'aux années 1970, le projet de vie des individus était surtout construit à partir des catégories de la famille heureuse, de l'accession à la propriété familiale. Aujourd'hui, il est davantage question de réalisation de soi, de quête de l'identité personnelle.» Le mythe du retour aux sources, l'engouement écologique, le rejet des transports en commun et des rythmes professionnels épuisants peuvent aussi constituer de puissants ressorts.



## L'effet cocotte-minute

Si sept millions de citoyens rêvent de refaire leur vie aux champs, tous ne passent pourtant pas à l'acte. « *Il y a toujours un événement déclencheur* », constate M. de la Forest. Elle-même a quitté Paris et son poste de directrice de la rédaction de *TéléStar*, il y a neuf ans, pour fonder sa propre agence à Lectoure, dans le Gers. « *Mon fils, allergique à la pollution, a fait une crise d'asthme terrible, se souvient-elle. En quinze jours, j'ai tout vendu, et je suis partie m'installer dans le Gers.* »

La sociologue Claire Bidart, qui a réalisé une enquête qualitative, utilise la métaphore de la cocotte-minute pour caractériser ce « scénario de crise » qui conduit l'individu à une remise à plat de son expérience. Une crise survient à l'issue d'une période de quelques mois, pendant laquelle la pression – professionnelle, familiale ou existentielle – ne cesse de monter. Une dispute avec un patron peut faire « *sauter le couvercle* ». Des événements privés – divorce, naissance, deuil ou problème de santé – peuvent aussi jouer un rôle clé dans la bifurcation. « L'importance du changement opéré provient de ce que cette crise traverse diverses sphères de la vie, le contamine mutuellement (...). Ici, tout est mêlé et accéléré », souligne la sociologue.

Il n'est guère étonnant, dès lors, que la bifurcation professionnelle et le déménagement prennent des allures de « conversion identitaire » (Claude Dubar, *La Crise des identités*, Puf, 2000). Elle oblige à une réflexion sur soi-même et à un inventaire des possibles. Le sujet négocie avec lui-même le prix de sa liberté. Cette introspection est un préalable à la planification de son projet, alors vécu comme un choix positif.

Héloïse LHÉRÉTÉ, « *Changer de vie, le syndrome de la chambre d'hôte* »,  
*Sciences Humaines*, n° 193, 10 avril 2008

### Texte n° 7

Écrivant sur le regain d'intérêt pour les métiers traditionnels de l'artisanat et du commerce, un journaliste américain faisait ce constat : au tournant du siècle, si un étudiant de grande école avait annoncé qu'il se lançait dans la torréfaction de café, la fabrication de bière, la boucherie ou qu'il ouvrait une fromagerie, une boutique de gâteaux ou encore une cave à vins, ses camarades de promo lui auraient probablement ri au nez, auraient éprouvé de la peine pour lui ou l'auraient traité de *loser*. Dans l'ancien monde, les bons élèves s'installaient au sommet des tours de bureau et les mauvais étaient condamnés à travailler de leurs mains pour servir cette élite de l'économie que l'on commençait à qualifier d'*immatérielle* ou de *la connaissance*. À de très rares exceptions près – comme les sportifs de haut niveau ou quelques légendes de la haute gastronomie – la position sociale et le revenu augmentaient à mesure que le travailleur s'éloignait de l'interaction physique, de la matière. La mesure du succès correspondait à la taille du marché ou de la clientèle potentiels, selon une logique géographique qui partait du quartier jusqu'au vaste monde. Et pourtant, de nos jours, l'étudiant qui ferait un choix alternatif qui renoue en apparence avec les métiers de l'époque préindustrielle, serait probablement admiré et jaloué par ces mêmes camarades qui se destinent aux cabinets de conseil en stratégie dans un *open space* de grande couronne parisienne, au *trading* haute fréquence dans une salle de marché ou au *marketing produit* dans une société de crédit en ligne.

On voit depuis quelques années déferler une vague de jeunes urbains diplômés qui quittent leur emploi pour satisfaire une envie de faire, de réaliser quelque chose de concret plutôt que de gaspiller leur temps dans un emploi de « cadre ou profession intellectuelle supérieure ». Une dénomination devenue obsolète puisqu'ils n'encadrent plus grand monde, que le caractère intellectuel des tâches qu'ils effectuent est de moins en moins marqué, et qu'enfin la « supériorité » de leur position sociale est de plus en plus relative.



Que font ces nouveaux entrepreneurs ? Ils ouvrent un restaurant, un *foodtruck*, un café, une cave à vin, un bar à bières. Ils se forment à la pâtisserie, à la cuisine, à la boulangerie, à la menuiserie, à l'œnologie, à la torréfaction. Ils se lancent dans le petit commerce de proximité, le plus souvent en ville et non à la campagne – contrairement aux néo-artisans hippies de l'époque du retour à la terre. D'ailleurs loin d'être « communautaires », leurs projets sont plutôt individualistes, menés seuls, en couple ou entre quelques associés, souvent une bande de copains qui se sont rencontrés à la fac ou au boulot, et ont décidé de renoncer à une situation professionnelle perçue comme une aliénation. Ou, pour d'autres, de ne renoncer à rien du tout sinon à la précarité et à la perspective de déclassement. Comme c'est souvent le cas, ce qui arrive à maturité aux États-Unis déferle sur la France avec une petite décennie de décalage, et on voit mal, parmi les indicateurs socio-économiques, ce qui pourrait freiner l'essor de cette nouvelle vague de petits entrepreneurs urbains.

Les médias se sont précipités sur le phénomène comme ils le font pour toute nouveauté ou tendance émergente. Si bien qu'en 2017, personne n'a pu échapper à ces reportages photogéniques, présentés comme de belles histoires au scénario quasi immuable : un ancien étudiant d'école de commerce devenu cuisinier, une ex-chef de projet marketing multicanal néo-épicière, ou un ancien élève de Sciences Po parti trouver le sens de la vie professionnelle dans un atelier de mécanique, de menuiserie ou de céramique.

[...] La population qui change de vie ouvre la voie à de prochaines vocations, et amorce un phénomène plus massif. À travers ces parcours pionniers, on observe que le rapport au travail des jeunes générations de diplômés est en train de changer radicalement. Cette enquête met au jour un malaise face à la révolution numérique, une impression tenace de ne servir à rien, un sentiment de vacuité, mais aussi une peur, non dénuée de fondement, chez certains gagnants de la compétition scolaire, d'être la prochaine classe sociale à basculer hors de la catégorie des privilégiés. À mesure que le contenu du travail a évolué, ceux qui ont fait des études et ont le choix de leur orientation aspirent à d'autres modèles de réussite et d'épanouissement. Alors que nous appréhendons encore ces travailleurs d'un nouveau type comme une curiosité du système actuel et une sorte d'anomalie sociologique, les hiérarchies qui nous semblaient gravées dans le marbre sont peut-être en train d'être renversées. Ce livre se penche sur une nouvelle élite, à la fois conceptuelle et manuelle, cognitive et matérielle dans son rapport au travail, qui émerge sous nos yeux. Deux caractéristiques la distinguent : la proximité avec la matière et le monde physique, et l'ancrage dans un territoire limité. C'est en quelque sorte une nouvelle bourgeoisie de proximité, qui choisit de se « re-sédentariser » dans son travail, et qui renouvelle profondément les expériences de consommation comme le paysage commercial des centres urbains.

Jean-Laurent CASSELY, *La Révolte des premiers de la classe*, Arkhê, 2017

### Texte n° 8

Prendre soin de sa santé, garder une bonne forme physique, aménager un habitat sain sont devenus des priorités pour la plupart d'entre nous. Nous recevons continuellement des agressions par la pollution, notre alimentation pas toujours saine, le stress lié à nos modes de vie. Les métiers qui découlent de ces problématiques sont nombreux. Du supermarché bio au responsable thalasso en passant par le professeur de fitness, les possibilités ne manquent pas. Et les métiers plus classiques tels qu'esthéticienne ou coiffeur connaissent une nette évolution. Les esthéticiennes ne se cantonnent plus à travailler dans les instituts de beauté, mais on fait désormais appel à elles dans les spas, les hôtels ou encore les hôpitaux. Aujourd'hui être en bonne santé passe par être bien dans sa peau. Pour la coiffure, on observe souvent qu'un changement de vie s'accompagne d'un changement de look et notamment de la coupe de cheveux. Le coiffeur apporte donc lui aussi sa pierre à l'édifice dans cette nouvelle mode d'une bonne santé globale : au-delà de l'absence de maladie, on aspire à un bien-être mental et physique.



Cette recherche du bien-être apparaît dans les sociétés occidentales dans un contexte de stress grandissant dans la vie quotidienne : il faut être bon partout, au travail, à la maison... Pour suivre ce rythme effréné, être en bonne santé devient une quasi nécessité. Pour répondre à ce nouveau besoin, fleurissent des métiers encore inconnus, du moins en occident. Car bon nombre de ces nouveaux métiers s'inspirent de techniques orientales comme la médecine chinoise : professeur de qi gong, professeur de tai-chi-chuan ou encore praticien feng shui sont des métiers directement tirés de la tradition chinoise. Les Français en sont friands et trouvent dans cet art de vie asiatique une forme de relaxation salvatrice.

Le bien-être, le zen et le bio sont des thématiques en vogue dont le marché est en plein essor. On observe chez les consommateurs une envie de consommer mieux et de prendre soin de leur santé physique et mentale. Autant de bonnes raisons pour se lancer dans ce secteur, comme salarié, comme entrepreneur ou comme praticien libéral. Ces métiers requièrent des niveaux de formation différents. Si certains sont accessibles sans avoir le baccalauréat, d'autres nécessitent d'avoir un Bac + 5.

Pour les jeunes à la recherche d'une formation ou les adultes qui souhaitent réorienter leur carrière professionnelle, ce secteur peut être un bon moyen de trouver sa voie ou de rebondir. Tous les types de profils peuvent convenir à ces métiers. Ils nécessitent cependant d'aimer s'occuper des autres, notamment pour les professions liées au bien-être, et d'avoir un certain sens des affaires pour ceux qui visent à ouvrir un commerce. Mais une chose est sûre, ces métiers peuvent offrir une grande satisfaction professionnelle puisqu'ils ont, pour la plupart d'entre eux, l'objectif d'aider à se sentir mieux.

Virginie CHARPENET, *Se lancer dans les métiers du bien-être, du zen et du bio*, éditions du Puits fleuri, 2010.